

## **Convention financière**

### **Entre :**

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil général du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération de la commission permanente du Conseil général du 4 mars 2013,

ci-après dénommé « le Département » ,

### **Et**

Le bénéficiaire, la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO), représentée par M. Yves MULLER, son Président, d'autre part.

ci-après dénommé « le bénéficiaire » .

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Depuis la loi du 18 juillet 1985, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles. Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L.110 du code de l'urbanisme.

La taxe départementale des espaces naturels sensibles constitue l'outil financier de cette compétence. La TDENS est une taxe d'urbanisme grevée d'affectation spéciale. En conséquence, il appartient aux actions financées par ladite taxe d'être en cohérence avec les objectifs de protections des ENS, tels qu'ils ont été définis en décembre 2010 dans le Schémas Départemental des Espaces Naturels.

La vocation de la TDENS étant la protection des espaces, il est pertinent d'entreprendre des actions ayant pour but le respect de la biodiversité, en particulier les espèces protégées, indicateurs intrasecs de la qualité remarquable d'un ENS. De plus, le Conseil Général du Bas-Rhin assure une mission de préservation des espaces, des milieux, de la flore et de la faune, et estime indispensable le maintien voire le développement de la connaissance dans ce domaine à des fins d'évaluation de sa politique et de valorisation des richesses patrimoniales du département

Les études et inventaires du patrimoine naturel nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de protection et de gestion des ENS destinés à être ouverts au public sont éligibles au titre de l'article L.142-2 du code de l'urbanisme en ce qui est de leur portion en cohérence avec la politique départementale de protection des ENS.

### **Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1er : Objet de la convention**

Le Département s'engage à apporter une aide financière pour les actions suivantes que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectif 2011-2013 avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO).

Ce partenariat avec la LPO est en place depuis 2002 et permet, par le biais de convention annuelle, de réaliser des actions récurrentes (revue Ciconia, Atlas des oiseaux nicheurs, analyse liée à la mortalité des oiseaux) et aussi des études plus ponctuelles liées à la renaturation de sites par exemple.

En 2011, le Conseil Général du Bas-Rhin a signé une convention pluriannuelle 2011-2013 avec la LPO et pour 2013, le programme annuel d'actions est le suivant :

- Mise en place d'actions de conservation : évaluation du succès reproducteurs de l'avifaune des rieds de la Zembs et du Bruch de l'Andlau.
- Missions d'expertises ponctuelles : mobilisations ponctuelles de salariés, étude bénévole sur des dossiers en lien avec les actions du SDEN du Département ou des problématiques d'aménagement (problèmes d'aménagement, gestion des arbres creux en RD, ouvrages hydrauliques sous routes...).
- Participation à la réalisation de l'Atlas des oiseaux nicheurs.
- Suivi et inventaire des populations de Cincle plongeur.
- Analyse liée à la mortalité des oiseaux.

## **Article 2 : Montant de l'aide financière et modalités de versement**

L'aide financière du Département du Bas-Rhin au bénéfice de l'objet visé à l'article 1<sup>er</sup> s'élève à la somme totale de 11 520 euros.

Ce programme d'actions annuelles est complété par des actions habituellement financées par le Département au titre de l'éducation à l'environnement (9 500 €) et au titre de la défense des batraciens (20 428 €).

## **Article 3 : Modalités de versement de l'aide financière**

### **POUR LES SUBVENTIONS GENERALES DE FONCTIONNEMENT : modalités de versement**

Les subventions générales de fonctionnement sont versées selon les modalités indiquées dans la délibération attributive (ou indiquées ci-dessous) :

- Un acompte prévisionnel de 50% après signature de la convention financière annuelle et selon le respect des objectifs cités à l'article 1.
- Le solde sur présentation d'un bilan d'activités qualitatif et quantitatif (cf. objectifs de l'article 1) et d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'association. Ce bilan devra être fourni en décembre de l'année en cours. Les comptes administratifs et de résultats devront être fournis en mai-juin de l'année suivante.

## **Article 4 : Délai d'exécution de la convention**

Les actions, objet de la présente convention, devront être réalisées au plus tard le 31 décembre 2013.

## **Article 5 : Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière**

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1<sup>er</sup>,
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique,
- à faciliter le contrôle par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables,
- si le bénéficiaire est une association :
  - à fournir, avant le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire,
  - à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

## **Article 6 : Information et communication**

L'organisme bénéficiaire de la subvention, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Conseil Général du Bas-Rhin dans tous les supports qu'il utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Conseil Général du Bas-Rhin sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Conseil Général, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Conseil Général.

Le Département devra être informé de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

## **Article 7 : Interruption et reversement de l'aide financière**

Le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par l'association pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du département,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par l'association.

## **Article 8 : Résiliation**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

**Article 9 : Avenant**

En cas d'accord entre les parties, la présente convention peut être modifiée par avenant.

**Article 10 : Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département.

Fait à Strasbourg le 4 mars 2013

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Général,

Pour le bénéficiaire,  
Le Président de la Ligue de Protection des Oiseaux,

Guy-Dominique KENNEL

Yves MULLER